

Source : https://www.lemonde.fr/climat/article/2018/12/05/finances-climat-quelques-annonces-dopent-le-debut-de-la-cop24_5392874_1652612.html

Téléchargement 05 12 2018

Finances climat : quelques annonces dopent le début de la COP24

La Banque mondiale va mobiliser 200 milliards de dollars entre 2021 et 2025. La 24e conférence des Nations unies sur le climat se tient à Katowice (Pologne) pendant deux semaines.

Par Simon Roger et Audrey Garric – 05 12 2018



Engagés dans un marathon de deux semaines de négociations, à Katowice (Pologne), les délégués de la 24^e conférence des Nations unies sur le climat (COP24) scrutent le moindre signe d'avancée. Or, quelques bonnes nouvelles ont ponctué le début de la session, sur le front du financement de l'action climatique.

Au premier jour de la conférence, dimanche 2 décembre, la Banque mondiale a annoncé la mobilisation de 200 milliards de dollars entre 2021 et 2025 pour le climat, soit deux fois plus que le dernier engagement pris au lendemain de l'accord de Paris, fin 2015. Sur les 100 milliards de fonds directs débloqués par la banque, la moitié sera consacrée à des projets d'adaptation des pays en développement aux dérèglements climatiques, soit autant que les sommes affectées à la limitation des gaz à effet de serre. Jusqu'à présent, seuls 20 % environ des financements internationaux vont aux politiques d'adaptation, comme la mise en place de systèmes d'alerte météo, la construction de maisons, d'écoles et d'infrastructures résistantes aux aléas, ou encore le développement de pratiques agricoles adaptées au réchauffement.

« Nous devons lutter contre les causes du changement climatique, mais aussi ses conséquences, qui sont dramatiques pour les plus pauvres », explique Kristalina Georgieva, la directrice générale de la Banque mondiale, présente lundi en Pologne. « C'est une bonne nouvelle, concède Emilie Both, experte climat et énergie à Oxfam France, mais il sera important, notamment, d'observer quelle part de cette enveloppe sera distribuée sous forme de prêts et de dons [vitaux pour les pays les plus démunis qui n'ont pas accès aux prêts]. »

Reconstitution du socle financier

Le Fonds vert pour le climat, l'un des outils financiers développés depuis 2015 pour mobiliser l'argent des pays du Nord en faveur de ceux du Sud, pourra compter sur un doublement de la contribution de l'Allemagne, portée à 1,5 milliard d'euros en 2019, a confirmé à Katowice son ministre du développement, Gerd Müller. L'annonce allemande intervient alors que le Fonds vert ouvre le chantier de la reconstitution de son socle financier, établi à 10 milliards de dollars de promesses financières (sur 2015-2018) en partie seulement tenues.

Reste que la question du financement dépasse largement les aides Nord-Sud, « *qui relèvent surtout de la solidarité internationale* », note Benoît Leguet, directeur du think tank I4CE (Institute for Climate Economics).

« Ce sont en réalité 6 000 milliards de dollars par an qu'il faudrait investir les quinze prochaines années pour réaliser la transition en faveur d'une économie à faibles émissions de carbone. Il ne s'agit pas de trouver de nouvelles sommes, mais de dévier les flux financiers du marron vers le vert, par exemple en réaffectant le financement des énergies fossiles aux renouvelables. *L'essentiel de l'argent va venir des économies des pays concernés : ce sont les Africains ou les Asiatiques qui vont payer pour leur transition énergétique.* »

Lire aussi : [A la COP24, la Pologne réclame une « transition juste ».](#)

Dans le rapport détaillé mardi 4 décembre devant les participants à la COP24, le comité permanent des finances de la convention-cadre (l'organe des négociations climatiques) confirme une hausse globale des flux financiers pour le climat, de 17 % sur la période 2015-2016 par rapport aux années 2013-2014. Mais il ne se voile pas la face. Saluant les 681 milliards de dollars comptabilisés en 2016 au titre des finances climat, Patricia Espinosa, la secrétaire exécutive de la convention-cadre, alerte sur les 742 milliards investis la même année dans les énergies fossiles. Les acteurs financiers « *ne doivent plus soutenir les projets fortement émetteurs de gaz à effet de serre* », exhorte la diplomate.

Simon Roger (Katowice, envoyé spécial) et Audrey Garric